Anne REVILLARD, *La Cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2016

Bérengère Marques-Pereira

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13627>

DOI : [10.4000/clio.13627](https://doi.org/10.4000/clio.13627)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

ISBN : 9782410003741

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Bérengère Marques-Pereira, « Anne REVILLARD, *La Cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 29 septembre 2017, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13627> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13627>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2021.

Tous droits réservés

Anne REVILLARD, *La Cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2016

Bérengère Marques-Pereira

RÉFÉRENCE

Anne REVILLARD, *La Cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*, Presses universitaires de Grenoble, 2016, 266 p.

- 1 Comment l'État peut-il penser la cause des femmes ? Telle est la question de recherche que pose Anne Revillard dans son ouvrage intitulé *La cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*. Son objectif n'est pas de considérer l'État dans son ensemble, mais plutôt de « comprendre ce que signifie défendre la cause des femmes au sein des institutions étatiques spécifiquement chargées de cette mission » (p. 16). Cette étude montre comment des institutions gouvernementales consultatives et ministérielles, chargées de la promotion des droits et du statut des femmes, ont impulsé, depuis les années 1960, une véritable politique de changement social qui déstabilise les inégalités entre les sexes. Le propos possède toute son importance tant il s'agit d'une des transformations majeures du xx^e siècle. Mais son importance ne se réduit pas à l'actualité de son objet. Il tient avant tout à l'originalité de l'ouvrage : cerner les institutions dans leur logique d'action propre et dans les modes d'interaction mis en place. En effet, l'analyse de l'institutionnalisation de la cause des femmes dans l'État ouvre véritablement la boîte noire de ces institutions en adoptant une approche compréhensive, historique et comparée.
- 2 La portée épistémologique ne réside donc pas dans une démarche d'évaluation des effets du féminisme d'État d'un point de vue externe, celui des objectifs et des enjeux des mouvements de femmes. Une telle démarche constitue le point commun des études

politologiques et sociologiques sur le féminisme d'État. Anne Revillard entend penser à nouveaux frais cette question en mettant l'accent sur la compréhension de ce que ces institutions sont et font, avec leurs acteurs et avec les instruments d'action publique. Ce faisant, l'auteure met en lumière une configuration plus large que « l'espace de la cause des femmes » tel que l'a défini Laure Bereni, en considérant également l'environnement international, supranational et étatique national, ainsi que le public ciblé que sont les femmes elles-mêmes. Refusant une vision techniciste de l'action publique, Anne Revillard a également recours à la sociologie du genre pour mettre en relief les impensés des politiques du féminisme d'État à partir de trois dimensions du genre : la construction sociale, la transversalité et l'intersectionnalité. La première attire l'attention sur le fait qu'à ce jour « la politique de femmes pour les femmes » impulsée par le féminisme d'État demeure stable malgré les revendications mettant en cause la bi-catégorisation sexuelle. La deuxième appelle à une réflexion sur l'action nécessairement interministérielle du féminisme d'État. La troisième met l'accent sur l'impossible définition des intérêts des femmes et l'exclusion de certaines catégories de femmes induite par la normativité sociale à l'œuvre dans l'objectif de modernisation porté par le féminisme d'État : en France, le référentiel reste centré sur l'égalité professionnelle, tandis qu'au Québec, le référentiel de l'autonomie économique intègre d'autres modalités que l'emploi, telles que les politiques sociales pour assurer la sécurité économique des femmes. L'ensemble de cette démarche appelle un recours méthodologique important à des entretiens semi-directifs (membres du personnel de l'administration centrale et déconcentrée, des ministres et/ou des responsables d'organismes consultatifs, des membres de cabinets) et à un travail dans les archives des instances du féminisme d'État (documents publics et internes, complétés par des dossiers de presse, des archives d'organisations féminines et féministes ainsi que des archives parlementaires). L'analyse de contenu de cet ensemble est mobilisée au profit d'une démarche historique qui cherche à élucider la sociogenèse de ces institutions du féminisme d'État. Ce faisant, la politique de changement social portée par ces institutions est appréhendée dans une perspective processuelle attentive aux dynamiques d'apprentissage, aux mécanismes de dépendance au sentier emprunté, aux moments de rupture. Enfin, Anne Revillard procède à une analyse comparée entre la France et le Québec à partir d'une approche des « systèmes les plus similaires ». Même si la comparaison entre la France et le Québec révèle des spécificités nationales, la comparaison binationale constitue un levier de généralisation et un ressort explicatif permettant de mettre en évidence des processus et des mécanismes récurrents : « institutionnalisation résultant de la conjonction d'initiatives gouvernementales et de pressions militantes prenant appui sur des dynamiques internationales ; tensions entre spécificité et transversalité de la démarche (de promotion des droits des femmes), entre la logique militante et gouvernementale ; utilisation de l'international comme ressource ; place centrale de l'expertise » (p. 35). Ce faisant, l'auteure évoque les débats qui, des années 1960 à ce jour, ont marqué la politique de la cause des femmes, dresse des portraits des pionnières de ce féminisme d'État et mobilise des témoignages de ses actrices administratives.

- 3 Il faut saluer toute la richesse et la complexité de l'enquête de terrain menée à la croisée de trois démarches : compréhensive, historique et comparée. Anne Revillard prend ainsi appui sur une sociologie historique compréhensive et comparative de l'action publique pour soutenir une thèse originale montrant, loin d'une démarche binaire qui oppose sociologie des mouvements sociaux à celle des politiques publiques,

que les institutions du féminisme d'État sont des « institutions militantes » et que politique contestataire et politique publique s'articulent au sein des institutions gouvernementales promouvant la cause des femmes. Cet apport crucial lui permet de mettre en lumière les répertoires d'action et les instruments privilégiés de ces institutions qui font que le féminisme d'État déploie à la fois une politique des droits des femmes axée sur l'information juridique et une politique de symboles centrée sur le changement culturel.

- 4 Cette triple démarche amène l'auteure à considérer l'assise institutionnelle du féminisme d'État français et québécois dans les deux premiers chapitres : « Faire des 'citoyennes à part entière' » et « L'État québécois et le 'statut de la femme' ». Les deux chapitres suivants s'attachent à la définition de la cause des femmes sous l'angle du processus (« Définir la cause des femmes ») et du résultat (« Égalité par l'emploi, autonomie par tous les moyens : quelles priorités pour quelles femmes ? »). Les chapitres 5 et 6, « Des institutions militantes » et « Politique des droits et des symboles », considèrent les logiques d'action déployées par le féminisme d'État. Enfin, le dernier chapitre (« Intégrer et inclure : les défis actuels ») porte son attention sur les enjeux du *gendermainstreaming*, de la catégorie « femmes » et de la modernisation sans exclusion.
- 5 Au-delà de la comparaison France-Québec, il faut saluer le renouvellement du regard sociologique et politologique porté au cas du féminisme d'État. L'ouvrage d'Anne Revillard permet de penser à nouveaux frais la politique institutionnelle en mettant en lumière la dimension contestatrice à l'intérieur des institutions gouvernementales dédiées aux droits et au statut des femmes. À ce titre, l'auteure montre à quel point le féminisme d'État est partie intégrante des mouvements de femmes. Aussi le lectorat intéressé non seulement à l'égalité de genre mais aussi à la politique contestataire au sein des institutions, trouve dans cette étude les ingrédients d'une réflexion sur la politique de changement social à l'aune des droits et des symboles en faveur de l'égalité des individus.

AUTEURS

BÉRENGÈRE MARQUES-PEREIRA

Université libre de Bruxelles